



ISSN 2110-6126

ISSN en ligne 2261-1061

Rabat : une transformation intelligente sur fond de contraintes urbaines

Adil Mouttaki

Université Côte d'Azur, URE TransitionS, Université Mohammed V
Rabat, Maroc
adil.mouttaki@etu.univ-cotedazur.fr

Brahim Badidi

Centre d'études et de recherches « Homme, Espace, Sociétés », FLSH,
Université Mohammed V Rabat, Maroc
b.badidi@um5r.ac.ma

Résumé

Si le concept de la ville intelligente se définit par l'usage de technologies et des solutions numériques pour la gestion de diverses prestations et services publics et privés, elle doit l'être également directement au service des citoyens résidents et des visiteurs. L'ensemble, est censé aboutir à l'amélioration de l'efficacité des prestations et services urbains fournis. Cette performance ne peut être atteinte qu'à travers une approche socio-urbaine qui permet d'appréhender les milieux urbains dans leur évolution, leur interaction et leur complexité, et qui aiderait à identifier les manifestations des transformations induites. Une telle approche s'entend comme une compréhension exhaustive des stratégies des acteurs et du fonctionnement des territoires concernés depuis les différentes formes de vie au quotidien aux combinaisons des différentes formes d'organisation et d'aménagement socio-spatiales. Cet article a, pour objet, de porter un éclairage sur les dynamiques socio-urbaines qui caractérisent la ville de Rabat et sa périphérie immédiate, tout en essayant de mettre l'accent sur les dysfonctionnements urbains susceptibles d'entraver la mise en place de solutions numériques à la hauteur des ambitions contemporaines de la capitale du Royaume du Maroc.

Mots-clés : Rabat, ville intelligente, solutions numériques, caractérisations socio-spatiales et socio-économiques

Rabat: digital solution and urban constraints

Abstract

If the concept of the smart city is defined by the use of technologies and digital solutions for the management of various public and private benefits and services, it must also be directly at the service of resident citizens and visitors. The whole is supposed to lead to the improvement of the efficiency of the urban services and services provided. This performance can only be achieved through a socio-urban approach which makes it possible to understand urban environments in their

evolution, their interaction and their complexity, and which would help to identify the manifestations of the transformations induced. Such an approach is understood as an exhaustive understanding of the strategies of the actors and the functioning of the territories concerned, from the different forms of daily life to the combinations of the different forms of organization and socio-spatial development. This article aims to shed light on the socio-urban dynamics that characterize the city of Rabat and its immediate periphery, while trying to emphasize the urban dysfunctions likely to hinder the implementation of solutions up to the contemporary ambitions of the capital of the Kingdom of Morocco.

Keywords: Rabat, smart city, digital solutions, socio-spatial and socio-economic characterizations

Introduction

La compréhension d'une ville passe par une connaissance fine de ses milieux urbains et sociaux, ses spécificités urbanistiques et architecturales, ses ressources, les projets de réhabilitation et d'aménagement dont elle fait l'objet, les enjeux et les conflits qui la caractérisent. La mise en place des projets de *smart city* dans la capitale du Maroc devrait y contribuer dans la mesure où cette compréhension aboutira à améliorer les modes de gouvernance et de planification, à optimiser les coûts et les charges à assumer et à maximiser les résultats en faveur des différentes parties prenantes, en particulier la population locale. Rabat comme d'autres grandes villes du royaume, abrite différentes catégories sociales en interaction permanente et qui vivent ensemble les contraintes d'une agglomération en forte croissance sur fond de difficultés économiques et de problèmes d'adaptation des modes de gouvernance. Étant un espace en pleine mutation qui se caractérise par sa grande hétérogénéité aux plans ethnique et démographique, elle est l'objet de flux d'individus, d'idées et de capitaux, d'où la multiplication des enjeux sociaux couplés à ceux stratégiques d'une ville moderne en quête de renommée et d'un meilleur positionnement face à d'autres capitales à l'échelle continentale, voire internationale. Cadre de vie et de création de richesses, la ville est aussi un vecteur de valeurs et d'imaginaires sociaux ; un lieu de foisonnement d'opinions, de cultures, et d'aspirations par essence disparates. Dès lors, on peut dire que la ville est le centre de différents modèles sociaux-culturels dont la qualité dépend étroitement des modes de gouvernance, de la nature et de la qualité des équipements existant (logement, loisir, mobilité...). Ces éléments sont aussi faits de langages, d'objets et de formes d'hospitalité. Tous sont déterminants de l'environnement urbain, et par voie de conséquence de la qualité du cadre de vie dans une ville de la taille de Rabat.

Sans doute faut-il revenir en introduction aux grands classiques pour situer les enjeux de la ville intelligente de demain. Karl Marx et Friedrich Engels, dans

leur ouvrage *Le Manifeste communiste* : avec les articles de F. Engels dans la réforme (1847-1848) considéraient la ville comme un lieu de modernité qui permet d'échapper à « la stupidité de la vie rurale ». Force est de constater que depuis, la ville est davantage le résultat d'une évolution progressive où les dispositifs matériels (objets, espaces, réglementation) et immatériels (culture, richesses artistiques et mémorielles, savoir-faire...) contribuent non seulement à la formation de l'identité urbaine, mais aussi à la création d'une forme d'intelligence spécifique. De nos jours, l'usage des technologies numériques contribue à l'émergence de changements qui affectent les relations des habitants avec leur environnement naturel et urbain. L'optimisation des capacités de gouvernance, par le biais de ces technologies, amène à l'amélioration des modes de prise de décision et par conséquent à agir de manière plus efficace sur les comportements et attitudes en milieu urbain. En synthèse, appréhender les spécificités des villes comme langage (images) et objets (du monument aux caméras de vidéosurveillance), c'est disposer de données pertinentes sur les structures matérielles et immatérielles qui fondent aujourd'hui un espace public qualifié d'intelligent. L'objectif de cet article est d'exposer un projet de *smart city* dans une perspective info-communicationnelle tout en s'appuyant sur des méthodes d'analyse géographiques à la fois quantitatives et qualitatives. L'intérêt du cas étudié, est de mettre au jour les dispositifs qui influent les changements structurels au niveau de l'espace urbain de la ville de Rabat.

Rabat : une ville à deux vitesses

Cette étude repose, entre autres, sur des données démographiques, datant du dernier recensement général de la population (RGPH, 2014). Le recours à une analyse documentaire nous a permis, en complément, de traiter un corpus de documents et d'articles scientifiques, afin d'explicitier les principales composantes du projet *smart city*, d'appréhender son rayonnement territorial, et d'identifier ses caractéristiques sur le terrain, notamment d'un point de vue modalité et formes de gestion urbaine. Pour cela, nous nous sommes appuyés sur différents documents de planification et d'aménagement, en l'occurrence les schémas et plans d'urbanisme de la ville. Cependant, grâce aux données collectées, nous avons pu porter un éclairage sur les caractéristiques structurelles et fonctionnelles spécifiques aux villes périphériques de Rabat selon leur contexte d'évolution et leur fonctionnement socio-territorial, tout en s'attellant à déterminer les formes d'artificialisation de l'espace urbain à l'échelle de l'agglomération R'batie.

Si la géographie sociale permet de comprendre les modes de vie en milieu urbain, elle a aussi l'avantage d'aider à l'analyse des comportements des parties

prenantes et de leurs représentations sociales (Di Méo, 2014 : 5). Dans notre cas d'étude, il s'agit précisément de comprendre comment les groupes sociaux s'organisent au niveau de la capitale du Royaume et d'identifier certaines incidences des modes d'utilisation et d'aménagement du territoire sur leurs modes de vie et sur leur comportement socioculturel et territorial. Précisons que la ville de Rabat, à l'instar d'autres capitales du monde Arabe, est en prise avec des crises conjoncturelles cumulées aux effets dévastateurs de la pandémie de la Covid19. Celle-ci a suscité beaucoup d'inquiétudes et des préoccupations réelles dans tous les milieux socio-économiques et professionnels à l'échelle de l'espace urbain et périurbain de la capitale. Ainsi, d'un point de vue gouvernance, indépendamment des grands projets structurants initiés ou envisagés localement (aménagement de la vallée du Bouregreg, Technopolis, tramway, LGV, marina, réaménagement de l'aéroport de Rabat-Salé...), l'État marocain poursuit son désengagement dans des secteurs stratégiques, comme l'enseignement, la santé, l'énergie ou encore les télécommunications. Le secteur privé, lui, peine à remplir son rôle de moteur de développement. La part du secteur informel, occupe toujours une place importante en matière de création d'emploi et de contribution aux budgets des ménages en ville et dans les centres périphériques. En conséquence, les indicateurs de développement humain sont faibles eu égard aux déficits enregistrés en termes de logement, d'accès aux soins, de lutte contre la déperdition scolaire et de stabilité des emplois.

Cette évolution s'opère sur fond de mutations sociodémographiques et urbaines matérialisées entre autres par l'augmentation de la longévité, la baisse de la fécondité et la chute du taux d'accroissement moyen annuel de la population (particulièrement à Rabat), l'augmentation de l'âge au premier mariage et la reconfiguration des mentalités et des cycles de vie des populations locales. D'où un ralentissement notoire dans le rythme de croissance de la ville (Sajoux, Chahoua, 2012), le tout est accentué par l'épuisement de l'assise foncière. En conséquence, la ville de Rabat pourra être confrontée, à moyen termes, à des difficultés liées au vieillissement progressif de la population, aux transformations profondes du marché d'emploi, et aux difficultés d'accès au logement et aux services de base. Une telle situation risque d'accentuer les déséquilibres territoriaux et d'affecter par là même, la cohésion sociale au sein de la ville (Sajoux, Nowik, 2010). Sur le terrain, les symptômes du dysfonctionnement structurel sont manifestes aussi bien sur le plan du cadre bâti dont les caractéristiques tranchent autant, pour certains quartiers - de manière incohérente - avec le caractère historique, culturel, urbanistique et architectural de la capitale, que d'un point de vue d'une gestion urbaine dont les modalités sont confrontées au chevauchement de prérogatives assurées le plus souvent par une multitude d'intervenants. Ces dysfonctionnements

sont à l'origine de disparités spatiales comme sociales inquiétantes et qui risquent d'être irréversibles. Celles-ci caractérisent aujourd'hui le tissu urbain entre quartiers modernes, cas de Hay Riad et quartier périphérique anarchique cas de Hay Youssoufia.

Ainsi faut-il s'interroger sur la place que peut encore prendre une vision *smart* dans un contexte de mutations globales et quelle forme de développement elle propose *in fine* pour une capitale ambitieuse dans un environnement mondial hautement compétitif ? Si l'intelligence devient l'argument de ce développement, c'est sans doute d'abord avec plus de concertation entre les différentes parties prenantes (Meyer, 2012). Parmi les acteurs légitimes directement concernés par ce projet, le rôle de l'État est décisif et incontournable. Néanmoins, aux côtés de l'autorité centrale, des administrations délocalisées et des collectivités territoriales, le rôle du secteur privé, des établissements de recherche et de la société civile n'est pas à minorer ou à négliger. S'agissant d'un projet collectif, il devra aussi permettre la mise en place d'instruments pertinents et durables pour relever le défi d'une autre urbanisation qui fait de son intelligence aussi un facteur de lien social (Meyer, 2019).

Repenser l'artificialisation des écosystèmes urbains et donner plus de chance aux villes nouvelles

L'artificialisation des sols représente la première cause de l'extinction de près de 50 % de la biodiversité mondiale. Elle joue également un rôle dans l'amplification de plusieurs catastrophes naturelles à l'image des inondations et des vagues de sécheresse à répétition. Pour toutes ces raisons, la lutte contre l'artificialisation des terres constitue sans doute un des objectifs prioritaires d'une *smart city*. Selon des projections établies en 2014 par le département des affaires économiques et sociales de l'ONU, sur les perspectives de l'urbanisation, sept personnes sur dix résideront en ville en 2050. En conséquence, les villes sont amenées plus que jamais à s'adapter au phénomène de sur-densification urbaine et avec elle, à l'accroissement des besoins d'une population de plus en plus sensible à son cadre de vie. D'un point de vue écologique, inutile de rappeler que l'accroissement des villes, dont fait partie l'agglomération R'batie, s'opère le plus souvent au détriment des terres agricoles et forestières. C'est ainsi qu'à l'image de toute la rive Sud-Méditerranéenne, la préservation de ces terres constitue un réel défi dans la mesure où les espaces agricoles et forestiers se font de plus en plus rares (Paillard *et al.*, 2010). De surcroît, les dispositions réglementaires prises n'ont pas empêché que ces terres soient des réserves foncières pour l'urbanisation croissante (Jouve, Padilla, 2007). L'enjeu serait donc non seulement de réorienter les

politiques d'urbanisation et d'aménagement du territoire de façon à maîtriser les effets de l'étalement urbain, mais aussi d'opter pour des formes d'urbanisation plus économes en consommation d'espace. D'où la nécessité de concevoir de nouveaux instruments d'ajustement susceptibles de favoriser une densification acceptable, y compris par le biais de l'extension verticale : une solution aujourd'hui largement appliquée à Rabat.

Si cette dernière ambitionne de se hisser au rang des grandes capitales intelligentes mondiales, il est non seulement nécessaire d'attirer les richesses, mais aussi de réussir à les créer, et à renforcer son attractivité en direction des ménages à fort pouvoir de consommation notamment les cadres et hauts fonctionnaires de l'État, en plus des entrepreneurs issus des professions libérales. L'enjeu consisterait dès lors à promouvoir l'émergence d'une ville homogène, attrayante, résiliente et respectueuse des critères d'un urbanisme durable. Aussi pour renforcer son attractivité, Rabat doit-elle impérativement agir sur deux niveaux : - maîtriser les flux des populations de et vers les zones périphériques ; - Promouvoir un meilleur niveau de prestations et services offerts aux publics et aux entreprises. Néanmoins, la réalité du terrain témoigne d'un grand fossé entre les déclarations et le vécu. Plusieurs facteurs expliquent cet état de fait ; notons plus particulièrement, la lourdeur des procédures administratives en matière : d'élaboration et d'approbation des documents d'urbanisme ; d'octroi des autorisations d'investissement ; de fourniture des documents administratifs sollicités par les usagers dans des délais raisonnables.

Ces contraintes entravent de manière significative la prise de décisions à temps, et n'encouragent guère une implication réelle des parties prenantes en matière de gouvernance et de gestion des affaires de la ville. Sur un autre plan, cette situation rend difficile l'accompagnement des populations locales en marge du processus de modernisation et de reconversion en cours de la capitale vers une ville prospère qui cherche une place à la hauteur de ses aspirations. C'est pourquoi, il importe d'agir rapidement en vue de mettre en place un dispositif de pilotage pertinent qui serait à même capable d'assurer l'adhésion de l'ensemble des acteurs autour d'un projet collectif, durable équitable et profitable aux différentes catégories de la population. Cependant, il y a lieu de constater que la politique urbaine appliquée pendant plusieurs décennies au niveau de la capitale laisse apparaître une ségrégation socio-spatiale manifeste. Les quartiers de Souissi et d'El Youssoufia, en est une parfaite illustration. Si le premier, siège-lieu des embrassades abrite 4 % de la population R'batie sur environ le tiers de la surface urbaine, le deuxième, quant à lui, s'étale sur à peine 1 % de cette superficie, mais accueille presque le quart de la population de la ville (M'Hammedi, 2016).

Dans le même ordre d'idées, l'écart ne cesse de se creuser entre Rabat et sa périphérie dont fait partie la ville nouvelle de Tamesna. À l'instar d'autres villes nouvelles, par le monde, cette dernière avait été créée pour répondre à plusieurs objectifs, notamment celui de réduire la pression démographique sur la capitale, y compris par l'accueil d'une partie de la population issue des bidonvilles et des quartiers insalubres menacés. Il s'agissait aussi de faire bénéficier ses résidents d'équipements collectifs et d'une infrastructure de qualité, d'éviter la dispersion de l'habitat et d'optimiser ainsi l'occupation du sol. Située dans l'aire territoriale de la commune de Sidi Yahia Zaer, à 20 km de Rabat, sur une superficie de 840 ha, cette nouvelle citée devrait contribuer à l'éradication des bidonvilles en expansion au niveau de l'agglomération Rabat-Salé-Témara (Harroud, 2011). Lancé en 2006 pour une enveloppe de l'ordre de 21 milliards de Dirhams (dont 25 % sous forme de prêts de la banque européenne de l'investissement), le projet comporte environ 52.000 logements au profit de 250.000 habitants dont 10.000 unités destinées aux ménages à faible revenu.

Si la conception des villes traditionnelles repose sur leur potentiel historique, naturel, religieux, culturel et/ ou socio-économique, la mise en place des villes dites nouvelles s'inscrit dans une perspective basée, entre autres, sur l'innovation technologique (connexion aux réseaux de communication) et sur l'intégration de principes de durabilité, de respect des écosystèmes environnementaux et d'accessibilité aux services de base (transport, santé, enseignement...). Engagée dans cette « révolution urbaine », la ville de Tamesna représente une chance à saisir comme solution intelligente qui peine à voir le jour à Rabat. Là encore, la réalité du terrain montre que l'approche adoptée s'inscrit davantage dans une stratégie qui vise à résoudre la crise de logement et de l'insalubrité urbaine qui « nuit » à l'image de marque de la capitale du Royaume. En conséquence, la nouvelle ville de Tamesna, ville-dortoir par excellence, est faiblement connectée au reste du monde et peine, de ce fait, à répondre aux besoins élémentaires et aux aspirations légitimes de ses habitants. Ainsi, seize ans après son lancement, le projet pâtit avec acuité d'insuffisances en matière d'équipements socio-collectifs et de son incapacité à créer des emplois comme des opportunités d'investissement et de loisirs sur place.

Conclusion

Partout dans le monde, les solutions numériques sont en passe de devenir une réalité universelle et une orientation, de plus en plus, imposée par la complexité des formes de gestion des agglomérations urbaines. Devenue une pratique courante dans nombre de métropoles du Nord, elle gagne de plus en plus de terrain au Sud où l'urbanisation galopante génère de nouveaux problèmes dont la nature et l'ampleur

échappent aux modes de gestion classique. C'est dans ce contexte que la ville de Rabat cherche à faire des technologies numériques son chevalier de bataille, non seulement pour se démarquer, en tant que capitale moderne et résiliente capable de promouvoir son image de marque et son rayonnement à l'échelle internationale, mais aussi pour pallier les défaillances structurelle et organisationnelle en émergence. Cependant, étant donné différentes contraintes (urbanistiques, bureaucratique, économiques, sociodémographiques...) dont souffre cette ville, la place accordée aux solutions numériques est toujours minorée et elle l'est, encore plus, pour sa périphérie. Au-delà de la multiplicité des intervenants et des chevauchements de leurs prérogatives, la lourdeur des procédures administratives affecte la capacité de la ville à réussir sa transformation et à faire usage rationnel des technologies numériques. En outre, bien que ce projet de *smart city* suscite un élan d'intérêt chez les décideurs centraux, l'implication de la population et des acteurs élus est lente et éloignée de leurs préoccupations quotidiennes et, encore moins, dans leur stratégie de développement. En conséquence, une fracture numérique ne cesse de se creuser entre les différentes catégories sociales d'un côté, les quartiers de la ville, de l'autre, et entre celle-ci et sa périphérie immédiate, de l'autre. De même, l'espoir d'innovation mis dans les projets des villes nouvelles, comme celle de Tamesna, s'est étiolé au fil du temps. Finalement, la plupart de ces villes ont servi soit d'alibi pour séduire les ménages et les promoteurs en quête de gain et d'opportunité foncière, soit de dispositifs d'accueil des habitants des bidonvilles et des quartiers insalubres occupant encore d'importantes surfaces à l'intérieur de la capitale.

Rabat, première ville intelligente au Maroc, veut pourtant réussir sa transition digitale. Pour relever ce défi, il y a lieu de moderniser et de renforcer d'urgence son dispositif réglementaire et administratif, de s'ouvrir davantage sur des démarches de recherche-action impliquant des universités et laboratoires de recherche, mais aussi sur les expériences internationales, sans perdre de vue la nécessité de concevoir un projet concerté, ouvert à l'audit, et respectueux des spécificités locales.

Bibliographie

- Di Méo, G. 2014. *Introduction à la géographie sociale*. Paris : Armand Colin.
- Friedrich, E., Marx, K. 2016. *Le Manifeste communiste : avec les articles de F. Engels dans la réforme (1847-1848)*, BoD - Books on Demand, p. 19.
- Jouve, A., Padilla, M. 2007. « Les agricultures périurbaines méditerranéennes à l'épreuve de la multifonctionnalité : comment fournir aux villes une nourriture et des paysages de qualité ? » *Cahiers Agricultures*, 16(4), p. 311-317.

Harroud, T. 2011. *Pratiques professionnelles et processus de productions des villes nouvelles et grands ensembles au Maroc*. Rabat : Publications de l'INAU.

Meyer, V. 2012. Communication territoriale, communications d'action et d'utilité publiques : quelles définitions ? In : Morelli P., Sghaïer M. dirs. *Communication et développement territorial en zones fragiles du Maghreb*, Éd. L'Harmattan, p. 63-78.

Meyer, V. 2019. Smart city : quel lien social pour la personne vulnérable ? In : Boris Cyrulnik (dir.) *Smart city, une autre lecture de la ville*. Nice : Éditions Ovadia, p. 183-200.

M'Hammedi, M. 2016. Quartiers bourgeois, quartiers populaires. Les ambiances dans ces quartiers comme facteur de sociabilité ou de ségrégation sociospatiale. L'exemple du Souissi et de EL Youssofia à Rabat-Maroc. *Ambiances, tomorrow. Proceedings of 3rd International Congress on Ambiances*. Sept., Volos, Grèce. p. 805-810.

Sajoux, M., Nowik, L. 2010. Vieillesse de la population au Maroc : Réalités d'une métamorphose démographique et sources de vulnérabilité des aîné(e)s. In : *Autrepart* 2010/1 (n° 53), p.17-34.

Sajoux, M., Chahoua, S. 2012. « Transition de la fécondité et développement au Maroc. Un lien complexe et spatialement différencié ». *Les Cahiers d'EMAM*, 21-1, p. 33-62.